

## L'ETRANGE FASCINATION DE THOMAS PIKETTY POUR LA THEORIE NEOCLASSIQUE DE LA REPARTITION

Thomas Piketty a publié fin 2008 la sixième édition de son *Repères sur L'économie des inégalités*. Bien documenté, il fournit un certain nombre de données et de réflexions intéressantes, comme d'habitude. La tonalité du livre est relativement engagée, puisqu'il se place du point de vue de la « justice sociale » et même parfois « du côté des travailleurs » (il évoque ainsi p 43 une curieuse « redistribution capital/travail optimale du point de vue des travailleurs »), avec des allusions à la droite et à la gauche, ce qui n'est pas habituel dans ce genre d'ouvrage. On peut lui être gré de ne pas cacher le bord auquel il appartient.

On est cependant surpris devant l'énergie déployée par Piketty pour défendre l'idée de substituabilité entre travail et capital ainsi qu'entre les diverses formes de travail (selon leur qualification), idée étroitement associée à celle de productivité marginale décroissante des « facteurs ». Ce faisant, Piketty se trouve dans une position inconfortable, puisque la substituabilité entre les différents facteurs est généralement avancée pour justifier, au nom de l'efficacité économique, un certain type de répartition – celle où chacun est rémunéré selon sa productivité marginale. Il est, dans ces conditions, vain pour les travailleurs de vouloir la modifier – s'ils le tentent, c'est au dépens de l'efficacité, et finalement du bien-être collectif. Piketty ne va pas jusqu'à dire que les luttes pour de meilleurs salaires sont inutiles, si ce n'est nuisibles. Cela doit d'ailleurs aller à l'encontre de ses convictions profondes. Il s'en tient en fait à un discours vague, dans lequel la théorie néoclassique de la répartition n'est jamais vraiment exposée. Mais il en garde la principale conclusion : l'efficacité de la rémunération à la productivité marginale. Ce qui lui suffit pour justifier sa thèse centrale : seule la fiscalité permet de parvenir à une certaine justice sociale tout en préservant l'efficacité économique. C'est donc sur le terrain de la fiscalité, à l'exclusion de tout autre, qu'il faut mener la lutte pour la réduction des inégalités<sup>1</sup>.

Cette position – et les politiques qui peuvent en découler – s'appuie donc de façon décisive sur l'hypothèse que les « facteurs de production », à commencer par le travail et le capital, sont substituables. D'où le besoin que ressent Piketty de justifier cette hypothèse. On peut lui être gré de ne pas éluder la question, comme le font les publications académiques, ou de ne pas proposer, comme le font la plupart des manuels, des soi-disant exemples qui sont un défi au bon sens (voir, à ce propos, la partie II dans <http://www.autisme-economie.org/article21.html>). Mais, comme il se trouve en réalité devant une mission

---

<sup>1</sup> Comme Piketty le dit dans la première édition de son livre : « ... un résultat central de la théorie économique contemporaine, à savoir que si on situe dans une perspective de redistribution pure, où la redistribution se justifie par des considérations de pure justice sociale et non par une inefficacité supposée du marché, alors cette redistribution doit s'effectuer au moyen d'impôts et de transferts fiscaux et non par une manipulation du système des prix » (p 31). Les salaires étant des prix, se battre pour leur augmentation relève de la « manipulation des prix », au dépens de l'efficacité du marché.

impossible, il ne peut s'en tirer que par une pirouette, qui consiste dans le cas présent confondre la substituabilité « le long d'une isoquante » – la seule pertinente en ce qui concerne la théorie de la répartition – et la substituabilité intertemporelle, qui est d'une tout autre nature<sup>2</sup>. La première concerne ce qui se passe – ou peut se passer – au sein d'une entreprise, à un moment donné, alors que la seconde a trait à un (ou des) secteur(s) de l'économie – si ce n'est l'économie toute entière – et à leur évolution dans le temps. Une telle confusion est un peu étonnante de la part de quelqu'un qui par ailleurs tient des raisonnements impeccables sur des questions autrement plus complexes. Il est vrai que l'enjeu est de taille, puisque sans substituabilité « le long d'une isoquante », toute sa construction s'effondre. Il n'est donc pas inutile de voir comment il procède, un des avantages des ouvrages de la collection *Repères* étant de requérir des explications accessibles à toute personne de bonne volonté : pas question d'enfouir les difficultés dans des formules mathématiques alambiquées !

### **Une défense à tout prix de l'idée de substituabilité des « facteurs »**

Piketty commence par le cas, facile, des coefficients fixes où « pour pouvoir utiliser correctement une machine donnée, il faut exactement  $n$  travailleurs, ni plus ni moins » (p 26). Inutile de donner des exemples, tellement ils sont nombreux et faciles à trouver. On aimerait en revanche que Piketty en propose *au moins un* quand il écrit, dans une phrase longue et alambiquée :

« Supposons maintenant que, pour utiliser une unité de capital (*tiens, ce n'est plus une machine* ...), il n'est pas indispensable (sic) d'avoir exactement  $n$  unités de travail, et que, si l'on augmente le nombre d'unités de travail utilisées, on peut toujours arriver à produire un peu plus, grâce au fait que certaines tâches remplies par des machines peuvent également être remplies par des travailleurs ».

On peut remarquer que Piketty parle de « produire un peu plus » de bien et non de substitution entre facteurs – la substitution supposant que la production est la même, seuls les quantités de facteurs changeant. Mais comment peut-on produire plus en gardant « une unité de capital » ? C'est-à-dire sans matières premières ou de machines supplémentaires ? Il est vrai qu'une machine peut être sous utilisée, mais ce cas est exclu lors de la définition de la fonction de production et du taux marginal de substitution – valeur absolue de la pente d'une isoquante de cette fonction<sup>3</sup>.

---

<sup>2</sup> Des auteurs relativement iconoclastes comme Krugman et Stiglitz peuvent, comme Piketty, être très aigus dans leurs analyses de la situation économique, tout en reprenant à leur compte les bêtises et incohérences qui traînent dans les manuels.

<sup>3</sup> On peut citer, dans la même veine : « ...les entreprises choisiront plus de travailleurs tant que cela leur rapporte plus d'argent que cela ne leur coûte, et donc tant que la production marginale du travail, qui est définie comme la

Piketty sent probablement que tout cela ne tient pas vraiment la route. Il n'insiste donc pas sur cette façon de concevoir la substituabilité – qui est pourtant celle qui sert à justifier la répartition – et en propose une autre, de nature totalement différente, qui consiste à envisager ce qui se passe non dans *une* entreprise mais dans un *ensemble* d'entreprises ayant des structures capitalistiques différentes :

« Plus généralement (sic), même s'il est impossible d'utiliser efficacement (*précision qui manquait auparavant...*) plus de  $n$  travailleurs par machine dans une entreprise donnée pour une production donnée, d'autres entreprises, éventuellement dans d'autres secteurs de l'économie, peuvent avoir la possibilité d'utiliser des techniques moins intensives en capital et plus intensives en travail » (p 28).

Selon le prix du travail et du capital, la production se ferait dans certaines entreprises plutôt que dans d'autres – qui fermeraient ou tourneraient au ralenti, en attendant que le prix relatif des « facteurs » évolue dans un sens qui leur serait plus favorable.

Piketty évoque alors le cas du secteur des services qui « utilise généralement moins de capital et plus de travail » que l'industrie. Le passage, observé, d'un secteur à l'autre prouverait ainsi que la substitution entre travail et machines est possible – si ce n'est fréquente. La production n'est, bien sûr, plus la même et les ajustements – transfert de main d'œuvre d'un secteur, mise en place de nouveaux équipements, et au rancart des anciens – sont loin d'être instantanés et indolores. Rien à voir avec des ajustements le long d'une isoquante qui servent à définir le taux marginal de substitution – dans les manuels de microéconomie. Piketty sent d'ailleurs parfois le besoin de qualifier de « macroéconomique » la deuxième version de la substituabilité – vision sectorielle ou globale des entreprises qui forment l'économie –, comme s'il n'était question que d'échelle. Il ne donne pas non plus d'exemple de ce genre de substituabilité – pourtant il y a bien, suite aux licenciements ou fermetures d'usines, des ouvriers qui deviennent serveurs de restaurant, ou « techniciens de surface », ou vigiles, ou aides ménagères ! Il ne se réfère pas non plus à un quelconque modèle. Il est vrai qu'il n'y en a pas, personne ne s'étant aventuré dans les marais mouvants des entreprises qui ouvrent et qui ferment, dans un désordre loin de l'efficacité parétienne dont Piketty se réclame en permanence.

On retrouve tout au long du livre les deux versions de la substituabilité, plus ou moins mélangées selon le cas. Par exemple quand Piketty écrit :

« cela montre également à quel point la substitution capital/travail peut mettre en jeu d'importantes réallocations intersectorielles et *pas seulement* une substitution entre machines et travailleurs, au niveau d'une entreprise et d'un secteur particulier » (p 50, je souligne).

---

production supplémentaire obtenue en utilisant une unité supplémentaire de travail *mais en conservant la même quantité de capital*, est supérieure au prix du travail... » (p 28, je souligne).

Le concept serait ainsi applicable au niveau de l'entreprise, du secteur et entre les secteurs. Alors qu'il n'en est rien<sup>4</sup>.

Pour rendre ses propos crédibles, Piketty évoque les travaux qui mobilisent des données :

« les études économétriques étudiant ... au niveau des entreprises individuelles ... comment le niveau d'emploi souhaité par les entreprises varie en réponse à des variations du prix du travail ont confirmé l'existence d'une importante substituabilité entre capital et travail » (p 45, *la phrase a été coupée pour la rendre compréhensible*).

On est loin du discours prudent sur les  $n$  travailleurs par unité de capital ... Lorsque Piketty évoque le « niveau des entreprises individuelles », entend-il par là qu'il y a une « importante substituabilité entre capital et travail » à l'intérieur de chaque entreprise, ou alors est-ce en passant de l'une à l'autre, dans l'espace ou dans le temps ? Le lecteur non averti pense sans doute à ce dernier cas, dont il peut constater la véracité dans la vie de tous les jours, alors que ce n'est pas à lui que se réfère Piketty, puisqu'il explique que « les faits observés semblent donc confirmer la pertinence de la théorie marginaliste du partage capital/travail » (p 45) – théorie qui suppose la substituabilité « le long d'une isoquante », au sein d'une même entreprise.

### **Luttes sociales et fatalité du « long terme »**

Les « faits » ne semblent pourtant pas être si clairs que cela puisqu'un peu plus loin, après avoir rappelé ce qui s'est passé ces dernières décennies concernant la répartition entre travail et profits, Piketty se réfère au « long terme », dans lequel « les effets de la théorie marginaliste se font sentir ». La substitution serait donc intertemporelle, ou entre secteurs, les machines remplaçant les hommes, dans chaque secteur considéré séparément. Toujours le mélange des genres. Le fait qu'il y ait effet de structure – un déplacement de la production d'un secteur à l'autre – n'a pourtant rien à voir avec l'élasticité de substitution ou avec le déplacement le long d'une isoquante de la fonction de Cobb-Douglas.

Piketty semble être aussi quelque peu gêné par l'histoire de la substitution capital/travail qui, associée à celle de la fonction  $F(K,L)$  à rendements constants, conduit à un discours à la J.B. Clark : si chacun est rémunéré à sa productivité marginale, le produit est « épuisé » et l'affectation des ressources efficace (pour plus de détails sur ce point, voir <http://www.bernardguerrien.com/concurrence-et-profit-nul.pdf>). Il ne sert donc à rien de

---

<sup>4</sup> J.B. Clark, a senti le problème. Pour y faire face, il invoque une mystérieuse « transmutation » du capital, qui permettrait de maintenir celui-ci inchangé quand on passe d'un secteur à l'autre (seule la quantité de travail variant). La production de l'économie pourrait alors être considérée comme celle d'une grande entreprise, dans laquelle la « transmutation » de l'équipement permettrait d'envisager la substituabilité des « facteurs » (le long d'une isoquante). L'idée de substituabilité est demeurée, celle de « transmutation », censée la justifier est depuis longtemps passée à la trappe ...

lutter pour des salaires plus élevés, au-dessus de leur « productivité marginale », du moins si on aspire à une affectation efficace des ressources. D'où la distinction faite par Piketty entre court terme et long terme : à court terme, la lutte peut être payante, mais à la longue,  $F(K,L)$ , avec son élasticité de substitution et ses productivités marginales décroissantes, s'impose inéluctablement. On ne peut échapper aux contraintes imposées par la technique. Seule la fiscalité peut vraiment modifier la répartition, tout en préservant l'efficacité.

### **La thèse de l'inégalité croissante des productivités individuelles**

Il semble que pour Piketty la rémunération à la productivité marginale va de soi, comme le fait que des prix « libres » permettent une affectation efficace des ressources. C'est ainsi qu'il écrit :

« Il est en effet difficile d'accepter que les prix, éventuellement très inégaux, accordés au travail de différents individus, ont *un rôle allocatif utile à jouer et doivent donc s'ajuster librement*, tout en reconnaissant que l'inégalité des revenus qu'ils engendrent est injuste et doit être corrigée au moyen d'impôts et de transferts » (p 71, je souligne).

Il y a, comme dans le cas du partage d'ensemble entre travail et capital, une fatalité imposée par les différences de productivité entre les uns et les autres :

« Si la montée des inégalités salariales depuis 1970 s'explique effectivement par le progrès technique biaisé et l'inégalité croissante des productivités individuelles, alors la seule façon de créer des emplois est de faire en sorte que les prix payés par les entreprises et les consommateurs pour les différents types de travail s'écartent également dans les mêmes proportions » (p72).

On aimerait « qu'autant d'emplois soient créés en France qu'aux Etats Unis », mais on ne veut quand même pas adopter leur solution (un écart des salaires nettement supérieur à celui qui prévaut en France). D'où la proposition, déjà largement appliquée, consistant à augmenter l'écart non entre salaires mais entre coûts du travail – en exonérant de cotisations sociales ceux qui sont en bas de l'échelle et en les alourdissant pour ceux qui se trouvent à son autre extrémité, car :

« dans un monde complexe où l'on produit tant de biens et services différents, un prix élevé du travail qualifié comparé à celui du travail peu qualifié n'est peut-être pas la plus mauvaise façon d'inciter entreprises et consommateurs à s'orienter sur les biens et services fortement intensifs en travail peu qualifié et faiblement intensifs en travail qualifié, et inversement » (p 71).

On peut remarquer que si, avant la crise, il y avait eu en France proportionnellement autant de personnes employées dans la seule restauration – emplois peu qualifiés par excellence – qu’aux Etats Unis, le taux de chômage y aurait été inférieur à celui d’outre Atlantique. Est-ce le modèle de société que veut Piketty, sachant ce qu’il représente comme mode de vie ? On n’en sait rien, puisque sa principale préoccupation est de donner à tout prix du travail aux non qualifiés. Mais, au fait, d’où tire-t-il sa thèse principale selon laquelle il y a, dans notre « monde complexe où l’on produit tant de biens et services différents », une « inégalité croissante des productivités individuelles » ? Les jeunes au chômage d’aujourd’hui sont incomparablement plus qualifiés que les mêmes jeunes il y a vingt ans, pour ne pas dire il y a cinquante ans – le niveau de scolarisation est là, entre autres, pour le prouver. Par ailleurs, les personnes qualifiées d’alors l’étaient autant que celles d’aujourd’hui, même si c’est d’une autre façon. Piketty est jeune – tant mieux ! – mais avec le temps il pourra constater que chaque époque se prévaut de la « complexité » du monde qui l’entoure pour justifier tel ou tel fait présenté comme « nouveau » – ici, la soi-disant inégalité croissante des productivités individuelles – et nécessitant des remèdes qui le seraient aussi<sup>5</sup>.

Comment mesurer les écarts de productivité, surtout lorsque la production est le fruit d’un travail collectif, comme cela arrive presque toujours ? Si on le fait par l’écart entre les salaires, alors on frise le raisonnement circulaire ou la tautologie – le salaire de chacun étant supposé être toujours et partout égal à son produit marginal. Inutile alors de se fatiguer à calculer ce dernier – à supposer qu’il soit calculable (quel est le produit marginal de Aimé Traoré, qui pose des pare brises dans la chaîne n°5 à Flins, poste 8462 ?). On peut évidemment recourir à la valeur ajoutée – d’une entreprise, d’une branche ou d’un secteur – ce qui n’évite pas le problème du travailleur collectif et, surtout, fait dépendre la mesure de la productivité du prix du bien (ou service) concerné, lui-même largement influencé par les normes et les rapports de force qui prévalent dans la société.

Piketty défend-il toujours les mêmes positions, après le déclenchement de la crise ? Dans des entrevues qu’il a données à plusieurs journaux, il dénonce le caractère excessif des rémunérations en finance. Il ne semble pas penser qu’elles ne font que correspondre à une productivité particulièrement élevée. L’égalité entre salaire et productivité peut-elle donc souffrir des exceptions ? Mais pourquoi cela serait-il seulement le cas en finance ?

De façon plus générale, ne vaudrait-il pas mieux expliquer les écarts dans les rémunérations par les us et coutumes propres à chaque pays, les rapports de force et les compromis qui en résultent entre les groupes sociaux, par la législation qui en découle,

---

<sup>5</sup> Dans ses publications académiques, Piketty part de l’idée que les différences de talents sont « innées », ce qui explique l’éventail des salaires (qui ne font que refléter l’écart des productivités). On se demande toutefois pourquoi cet écart « inné » aurait augmenté tellement ces dernières années. Voir, par exemple, <http://www.jourdan.ens.fr/piketty/fichiers/public/Piketty1994a.pdf>.

plutôt que d'accorder une place démesurée, et unique, à une productivité impossible à déterminer sur des bases purement techniques<sup>6</sup> ? L'accroissement des inégalités ces vingt dernières années ne s'explique-t-il pas par l'affaiblissement du mouvement syndical, par la disparition de la « menace » que constituait l'existence de l'Union Soviétique, par l'ouverture des frontières, les privatisations et la déréglementation, facteurs qui agissent tous dans un sens défavorable aux travailleurs, surtout ceux qui sont au bas de l'échelle ? Il est vrai que ce sont là des facteurs impondérables, non réductibles à une quelconque formule, mais ce n'est pas une raison pour les ignorer, ou pour ne pas leur donner un rôle de premier plan<sup>7</sup>. Comme Piketty aime à le répéter, le monde est complexe, et il faut bien faire avec. Il est vrai que quand il parle de complexité, ce n'est pas à celle là qu'il songe mais à celle qui résulterait de l'existence même de la substituabilité.

### **Une thèse absurde**

Piketty en est à la sixième édition de son livre. Il continue imperturbablement à y avancer une thèse totalement absurde qu'on peut résumer de la façon suivante : dans un monde simple, où il n'y aurait pas de substituabilité entre les divers « facteurs de production », les moyens de production devraient appartenir à la collectivité, qui planifierait la production, de sorte que l'efficacité et l'équité prévalent. Mais comme le monde est –hélas ! – complexe, le capital et le travail y étant substituables, il faut accepter l'existence des capitalistes et laisser au système de prix le soin d'affecter (efficacement) les ressources. Pour être sûr de bien traduire sa pensée, mieux vaut le citer :

« Si le mode de production capitaliste consiste tout simplement à appareiller des quantités fixes de travail et de capital, à mettre  $n$  travailleurs sur une machine, alors pourquoi a-t-on besoin du propriétaire de la machine ? Si ce dernier ne fait que prélever sa dîme, alors on pourrait tout aussi bien le supprimer en collectivisant les moyens de production. Quant à l'épargne, il suffit de prélever une partie suffisante du revenu national pour augmenter le stock de machines et les appareils au nombre adéquat des travailleurs : nul besoin de capitalistes pour cela. C'est évidemment ce que Marx a conclu en observant autour de lui cette redoutable simplicité du mode de production capitaliste » (p 37).

---

<sup>6</sup> Les mesures existantes font intervenir, entre autres, les prix – et donc, indirectement, les salaires. En dehors de cela, et du monde délirant de la concurrence parfaite, on ne voit pas pourquoi l'égalité entre salaire et productivité marginale devrait être respectée.

<sup>7</sup> Le titre même de son livre « l'économie des inégalités » suggère qu'on peut expliquer les inégalités que par les seuls facteurs économiques, sans avoir à faire appel à des facteurs autres, comme les traditions, les rapports de force, etc.

Cela aurait possible avant, quand le monde était simple (et même « redoutablement simple », à l'époque de Marx), mais ce ne l'est plus « dans l'économie moderne » :

« Inversement, insister sur les possibilités de substitution entre capital et travail, comme le font les économistes marginalistes, cela revient à mettre l'accent sur la complexité de l'économie moderne et à introduire l'existence de choix, qui doivent bien être faits par quelqu'un, et c'est ce qui permet d'introduire la légitimité du système de prix et la propriété privée, à défaut d'un autre système permettant de régler ces problèmes allocatifs complexes » (p 38).

En gros, le socialisme (ou le communisme) au sens où l'entendait Marx, n'est possible, et simple, que dans un monde de coefficients fixes. Le capitalisme, ce sont les coefficients variables. On reste pantois devant cette thèse, totalement inédite – qui mériterait plus que quelques lignes en passant<sup>8</sup>. On ne comprend pas pourquoi Thomas Piketty, qui peut produire par ailleurs des analyses riches et subtiles, s'obstine à répéter de telles inepties. Un vrai mystère.

---

<sup>8</sup> Rappelons que le marginalisme est né de considérations sur l'utilité marginale, ses tenants – de Walras à Cassel et von Neumann (par ailleurs, féroce anti marxiste) – supposant que la production est caractérisée par des coefficients fixes. C'est Clark qui a proposé d'abord, subrepticement, la vision marginaliste de la production, directement agrégée, qu'il justifie avec son discours fumeux sur la transmutation. Bien entendu, le fait que les coefficients soient fixes n'empêchent pas qu'ils puissent varier *dans le temps*, avec la mise en place de nouvelles installations (progrès techniques, changements de goûts des consommateurs), et même dans l'espace (coexistence d'entreprises utilisant des techniques différentes). Piketty semble suggérer que des coefficients techniques constants impliquent un état – stationnaire, par exemple – où il n'y aurait plus de problème de coordination, ce qui est absurde.